

Unité Départementale de l' Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 MONTPELLIER

Montpellier, le 19 octobre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **HEXIS**

ZI Horizons Sud  
34110 LA PEYRADE

Références : UD34/H1/2023-185  
Code AIOT : 0006601016

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2023 dans l'établissement HEXIS implanté Zone Industrielle Horizons Sud 34110 Frontignan. L'inspection a été annoncée le 08/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle nationale de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HEXIS
- Zone Industrielle Horizons Sud 34110 Frontignan
- Code AIOT : 0006601016
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Hexis est spécialisée dans la fabrication de films adhésifs employés pour réaliser des affichages, marquages ou signalétiques. Le procédé de fabrication consiste à réaliser l'enduction

d'adhésif sur des bobines de PolyChlorure de Vinyle (PVC) et de papier siliconé.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** prévention de la pollution de l'air, sécheresse, sobriété énergétique, produits chimiques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » :
  - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
  - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
  - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
26	Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 2.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) donnée(s)	Autre information
1	Canalisation des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet
2	Emissions atmosphériques diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet
3	Réduction à la source des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 26	/	Sans objet
4	Points de rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
5	Points de rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
6	Dilution des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	/	Sans objet
7	Points de prélèvements des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
8	Hauteur de la cheminée	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52	/	Sans objet
9	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	/	Sans objet
10	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	/	Sans objet
11	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	/	Sans objet
12	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
13	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	/	Sans objet
14	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
15	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) donnée(s)	Autre information
		02/02/1998, article 58-III		
16	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
17	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
18	Respect des VLE atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	/	Sans objet
19	Respect des VLE atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 3.2.3	/	Sans objet
20	Restriction de la consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	/	Sans objet
21	Utilisation rationnelle de l'énergie	Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 2.1.1	/	Sans objet
22	Plan d'efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, Annexe Point 2.9.6	/	Sans objet
23	Consommation spécifique d'énergie	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, Annexe Point 3.11.2	/	Sans objet
24	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	/	Sans objet
25	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 17	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions relatives à la prévention des émissions atmosphériques sont correctement appliquées par l'exploitant. Les installations sont conduites avec sobriété énergétique. Les dispositions relatives aux fiches de données de sécurité sont appliquées. L'exploitant doit débroussailler les terrains mitoyens susceptibles de propager un incendie.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Canalisation des émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Canalisation des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
<b>Constats :</b> L'activité est réalisée dans des bâtiments disposant de circuits d'aspiration d'air raccordés à des

oxydateurs thermiques. Les oxydateurs sont utilisés pour le traitement des COV des trois unités d'enduction (unités de production dans le hall coating et le hall casting) et du local de préparation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Emissions atmosphériques diffuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Limitation des émissions diffuses
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.</p> <p>Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.</p> <p>Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le local de préparation des mélanges, afin de limiter les émissions diffuses, l'exploitant développe un nouveau procédé de mélange entièrement capoté, évitant les émissions diffuses lors du transfert de produit nécessaire à la préparation des adhésifs. Chaque ingrédient dispose d'un conteneur avec canne d'aspiration évitant ainsi toute mise à l'air libre.</p> <p>Compte tenu de la variabilité des teintes requises pour la préparation des couleurs, l'exploitant précise ne pas envisager la mise en œuvre de ce procédé, et donc maintenir le déversement sous hotte d'aspiration des ingrédients requis.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Réduction à la source des émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 26
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Réduction à la source, efficacité énergétique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations sont soumises à la directive IED, et relève entre autre du BREF Efficacité énergétique. L'exploitant a fourni un recollement aux MTD qui justifie de la mise en œuvre d'un système de management de l'énergie avec suivi de l'efficacité énergétique. Cf fiche de constat dédiée dans le présent rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Points de rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.
<b>Constats :</b> Il a été constaté la présence de 2 cheminées de rejets liées aux 2 oxydateurs thermiques et de 4 cheminée de sécurité pour la ventilation des locaux en cas d'attente d'atteinte de la Limite Inférieure d'Explosivité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Points de rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.
<b>Constats :</b> Les cheminées sont verticales en champ libre, sans obstacle à la dispersion du panache.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Dilution des émissions atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Dilution
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.
<b>Constats :</b> Les rejets proviennent des installations de traitement de l'air. Elles fonctionnent en circuit étanche. Les bâtiments étant en dépression, des arrivées d'air frais sont présentes en façade.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Points de prélèvements des émissions atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
---

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de prélèvements
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b>  Des écarts aux normes NF EN 16911-1 et NF EN 15259 (longueur droite inférieure à la préconisation, absence de protection contre les intempéries) ont été relevé par le bureau d'étude en charge des analyses des rejets atmosphériques. Ces écarts sont susceptibles de majorer l'incertitude des résultats. Ils n'ont pas d'impact sur les jugements de conformité des rapports de mesure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Hauteur de la cheminée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Hauteur de la cheminée
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  La hauteur de la cheminée ne peut être inférieure à 10 m.</p>
<p><b>Constats :</b>  Les cheminées présentes ont une hauteur de 13,5 m. Aucun bâtiment à proximité ne justifie un besoin de surélévation des cheminées pour assurer la diffusion du panache.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Traitement des fumées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traitement des fumées
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le dispositif de supervision des oxydateurs thermiques et remis les procédures encadrant son fonctionnement.  Il a été constaté la présence de plusieurs alarmes datant du 27 septembre 2023 à 7h12 consécutivement à une défaillance du ventilateur d'extraction d'air relié à l'oxydateur thermique n°1. Elles ont été présentes pendant quelques dizaines de secondes.  L'exploitant a indiqué que des voyants lumineux signalent ces alarmes, et qu'un report vers les</p>

téléphones des chargés d'exploitation est également automatisé. Les alarmes ont été acquittées suite au redémarrage du ventilateur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Traitement des fumées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traitement des fumées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, un opérateur a détaillé la gestion des 2 oxydateurs. Les actions engagées suites aux alarmes survenues dans les dernières heures ont fait l'objet d'actions correctives immédiates. Les alarmes sont reportées sur des témoins visuels dans l'atelier et également reporté vers les téléphones du personnel.</p> <p>La procédure associée PROD.PRO.09 indice C du 22 août 2022 a été consultée.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>La procédure PROD.PRO.09 indice C du 22 août 2022 devra être mise à jour à l'occasion de la mise en oeuvre d'une nouvelle ligne (Dossier d'autorisation en cours). Notamment il devra être assuré qu'en cas de défaillance d'un des oxydateurs, les lignes de productions mises en oeuvre sont limitées au regard des capacités de l'oxydateur restant en service.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Traitement des fumées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traitement des fumées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations de traitement ne requièrent pas de tels réactifs (oxydation thermique).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 12 : Traitement des fumées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation et de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. (...) Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :  « - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;  « - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; (...) - Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.
<b>Constats :</b> La procédure PROD.PRO.09 indice C du 22 août 2022 prévoit les consignes en cas de fonctionnement normal, période de démarrage et d'arrêt et également dysfonctionnement de l'installation.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Traitement des fumées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation et de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Par ailleurs, tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> La procédure PROD.PRO.09 indice C a été présentée à l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures, le plan de gestion des solvants sont également disponibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Surveillance des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Autosurveillance des rejets

<b>Prescription contrôlée :</b>
I. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.
<b>Constats :</b>
L'exploitant respecte la nature, la fréquence et les conditions de mesure des rejets atmosphériques de ses installations prescrites dans son arrêté préfectoral d'autorisation du 01/12/16
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 15 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>
III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b>
Les mesures trimestrielles précédemment mentionnées sont toutes réalisées par un organisme agréé. L'exploitant ne réalise pas de contrôles réglementaires par ses propres moyens.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 16 : Surveillance des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>
II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
<b>Constats :</b>
L'organisme agréé qui réalise les mesure (APAVE) dispose d'une accréditation COFRAC. Les rapport de mesure présentent le protocole de prélèvement et d'analyse normé mis en oeuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 17 : Surveillance des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Conformité des rejets

<b>Prescription contrôlée :</b>
IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>
L'exploitant s'approprie les résultats des rapports, il accompagne l'envoi du rapport de résultats d'un courriel. Aucun dépassement n'a été constaté et aucune action corrective requise.
<b>Observations :</b>
<b>La saisie dans l'outil GIDAF des résultats de la surveillance des émissions atmosphériques n'est pas possible à ce jour.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 18 : Respect des VLE atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Conformité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>
Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.
Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 :
1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;
2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.
<b>Constats :</b>
Aucun dépassement n'a été constaté et aucune action corrective requise. Les 3 mesures réalisées sont présentées dans les rapports.
<b>Observations :</b>
<b>Le rapport de mesure du laboratoire analyse la conformité de la moyenne des 3 mesures et non la conformité de chacune des 3 mesures. L'information est remontée au COFRAC afin qu'elle soit prise en compte lors du prochain renouvellement de l'accréditation du laboratoire.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 19 : Respect des VLE atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>
Tableau de VLE
<b>Constats :</b>

Aucun dépassement n'a été constaté et aucune action corrective requise.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 20 : Restriction de la consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel sécheresse du 30/06/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant est autorisé à consommer 30 m3 par an d'eau provenant de son forage, et 750 m3 par an d'eau de ville principalement pour les besoins sanitaires. La consommation est donc largement inférieure à 10 000 m3 par an. Les dispositions de l'arrêté ministériel sécheresse du 30/06/23 relative aux ICPE ne sont pas applicables. Les dispositions préfectorales sont adaptées aux enjeux du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 21 : Utilisation rationnelle de l'énergie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sobriété énergétique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...] pour l'utilisation rationnelle de l'énergie [...]
<b>Constats :</b> Les installations sont soumises à la directive IED, et relève entre autre du BREF Efficacité énergétique. L'exploitant a fourni un recollement aux MTD qui justifie de la mise en œuvre d'un système de management de l'énergie avec suivi de l'efficacité énergétique. Cf fiche de constat suivante.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 22 : Plan d'efficacité énergétique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe Point 2.9.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sobriété énergétique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant utilise efficacement l'énergie par la mise en place d'un plan d'efficacité énergétique et d'un bilan énergétique tels que décrits ci-dessous au a et au b :
<b>Constats :</b> Le dossier de réexamen des meilleures techniques disponibles du document de référence européen - BREF STS traitement de surface des solvants organiques - identifie notamment un plan d'action pour améliorer l'efficacité énergétique : déplacement d'équipement en extérieur pour

<p>limiter la température dans les bâtiments (réalisés à 25%), programmation horaires des équipements (dont les compresseurs, réalisé à 100%), réduction des pressions de services des compresseurs pour limiter la consommation énergétique (réalisé à 100%), remplacement des éclairages par des LED (réalisé à 90%), sensibilisation des utilisateurs aux économies d'énergie (extinction éclairage, ordinateur, photocopieurs, climatiseur, etc...réalisé à 100%).</p> <p>L'exploitant a présenté le suivi de la mise en oeuvre de ces actions. Un contrôle par sondage a été effectué sur le terrain.</p> <p>Des systèmes de récupération de l'énergie calorifique des oxydateurs (flux de gaz chauds avant leur rejet à l'atmosphère) restent à mettre en oeuvre d'ici le 9 décembre 2024.</p> <p>L'exploitant indique également attendre l'installation prochaine de 7 compteurs divisionnaires permettant de suivre plus finement les consommations électriques du site.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>La mise en œuvre de panneaux photovoltaïque en toiture reste possible sous réserve du respect notamment des dispositions des articles 28 à 44 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié : <a href="https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000023081900/2021-01-11/">https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000023081900/2021-01-11/</a></b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 23 : Consommation spécifique d'énergie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe Point 3.11.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sobriété énergétique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant respecte les niveaux de performance environnementale pour la consommation spécifique d'énergie suivants :</p> <p>Flexographie et impression en héliogravure non destinée à l'édition</p> <p>Tous les types de produits</p> <p>350 Wh/m2 de surface imprimée de bobine laquée 2,5</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le suivi des consommations spécifiques en gaz (principalement utilisé pour le four de séchage des produits enduits) et en électricité.</p> <p>Les niveaux sont conformes aux valeurs limites applicables.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 24 : Fiche de données de sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
<b>Constats :</b> La fiche de données (FDS) de sécurité du produit "PAT5JAUN05H" a été contrôlé par sondage. Sa dernière mise à jour date de 2022. C'est un produit inflammable. Les dispositions de la FDS relative au stockage sont appliquées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 25 : Etiquetage des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
<b>Constats :</b> L'étiquetage d'un bidon de "PAT5JAUN05H a été contrôlé. Il était en français et conformes aux mentions de la FDS. Le pictogramme liquide inflammable était affiché.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 26 : Débroussaillage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Natech - feu
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral permanent du 1er juin 1982, un débroussaillage doit être réalisé sur une distance de 25 mètres au-delà des limites de propriété sur les terrains en friches mitoyens.
<b>Constats :</b> La végétation présente le long de la clôture n'est pas maîtrisée et déborde même vers le site, risquant de propager un éventuel feu de broussailles.
<b>Observations :</b> <b>La loi a fait peser la charge du débroussaillage sur le propriétaire du bien à défendre, et non sur le propriétaire voisin qui n'a pas demandé qu'une installation vienne à côté de son terrain. Ce n'est ainsi pas à ce dernier d'assurer la sécurité d'une installation qui n'est pas la sienne. Si la propriété voisine est également bâtie, alors, chacun débrousaille chez lui.</b> L'exploitant a transmis le 19 octobre un courriel du 29 septembre sollicitant la coupe de la végétation du terrain communal auprès de la commune de Frontignan. L'exploitant doit s'assurer d'une coupe régulière de cette végétation susceptible de propager un incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois